

l'impression qu'ils ne peuvent vraiment pas régler ce problème. J'espère que le leader du gouvernement à la Chambre, ou ses amis qui se trouvent derrière lui, n'interpréteront pas mal mes propos, car je n'ai aucunement l'intention de me porter candidat lors des prochaines élections générales, si je dis que je suis effrayé par l'attitude suffisante qu'affichent mes honorables vis-à-vis face au problème qui nous assaille.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Stanfield:** Je ne veux pas fâcher mes collègues d'en face. Je veux qu'ils m'écoutent et entendent ce que j'ai à dire sur le sujet. Ils me donnent l'impression d'être bien assis sur leur victoire électorale, sachant que les prochaines élections ne sont que dans trois ans et demi, et d'être bien disposés à attendre passivement toute difficulté qui pourrait surgir dans l'intervalle, confiants que les choses se régleront d'elles-mêmes avant les prochaines élections générales.

**M. Allmand:** Ce n'est pas vrai.

**M. Stanfield:** Je l'espère, mais je dis en toute sincérité que c'est l'impression qu'ils me donnent ainsi, j'en ai bien peur, qu'à nombre de Canadiens. Je tiens à dire à mes collègues d'en face que tout ce qui m'inciterait à poursuivre ma carrière politique au Canada, dans un rôle de moindre importance, ce serait le désir de lutter contre cette apparente suffisance. La façon dont ces messieurs traitent de l'inflation et de ses répercussions sur le pays me semble vraiment extraordinaire.

Le leader du gouvernement à la Chambre a dit aujourd'hui que le gouvernement avait pris des mesures pour neutraliser l'érosion de l'épargne au pays. Je connais assez bien mon honorable ami et je ne pense pas qu'il puisse croire une chose pareille. Il doit très bien savoir ce qu'il advient des épargnes du citoyen moyen. En fait, les épargnes du Canadien moyen sont anéanties.

Le député de Waterloo-Cambridge (M. Saltsman) a parlé des effets de l'inflation sur la redistribution des revenus au pays. Ils sont énormes. Le député de Don Valley a eu parfaitement raison de parler de ces problèmes, des conséquences de cette inflation de 10 ou de 12 p. 100 sur plusieurs années et de ses répercussions sur le Canadien moyen. Je ne parle pas du gros industriel qui a beaucoup d'experts-conseils et qui peut se protéger d'une façon ou d'une autre. Je ne sais pas ce qui se passe là-bas, madame l'Orateur, mais j'aimerais qu'ils m'écoutent un instant.

**Une voix:** Comment pouvez-vous dire que nous sommes contents de nous?

**M. Stanfield:** Je n'ai pas dit que les ministériels étaient contents d'eux. J'ai dit que c'était l'impression qu'ils me donnaient à moi et à beaucoup d'autres. Lorsque je considère les effets de l'inflation et les difficultés que connaissent ceux qui essaient d'épargner et en sont incapables, je ne puis vraiment pas accepter ou comprendre que le gouvernement aborde ce problème avec tant de nonchalance. J'ai bien du mal à comprendre que tous les ministériels puissent se contenter de parler à la Chambre de l'inflation

### *L'inflation*

comme d'un problème international et nous attaquer mon parti et moi, pour avoir préconisé le contrôle des prix et des revenus.

**M. Sharp:** Je parlais de la motion à l'étude.

**M. Stanfield:** Je ne parle pas seulement de mon honorable ami. Je ne voudrais pas le blesser. Je pense qu'il comprend très bien le problème. C'est un assez bon serviteur du gouvernement et il tâche de présenter celui-ci sous le meilleur jour lorsqu'il parle. Je m'inquiète surtout de certains de ses collègues et je le dis très sincèrement.

Ce qui me frappe, c'est leur complaisance et, également, l'accord qui me semble se dégager à la Chambre sur les moyens de s'attaquer à l'inflation actuellement au Canada, la conviction commune qu'il faut la juguler en dissuadant les Canadiens d'exiger trop de l'économie. Lorsque je pose des questions jour après jour sur la façon dont le gouvernement aborde ce problème, je ne m'en prends pas à sa politique, mais je veux connaître les objectifs sur lesquels le gouvernement veut faire l'unanimité; je veux connaître le sérieux de son approche et les progrès réalisés.

Alors que la Chambre reconnaît l'importance de faire l'unanimité au Canada, soit sur une formule de contrôle obligatoire à court terme, comme nous l'avons proposé durant la campagne électorale, soit sur une autre approche proposée par le gouvernement, je ne peux croire que le gouvernement ait été sérieux quand il a annoncé ce programme dans le discours du trône et que, de nombreux mois après, aujourd'hui même, le leader du gouvernement à la Chambre se lève et dise qu'à son avis nous approchons de la première phase de l'examen.

**M. Sharp:** La fin de la première phase.

**M. Stanfield:** Je le répète, je suis tout prêt à appuyer cette recherche de l'unanimité. Je ne pense pas entretenir des exigences exagérées lorsque je demande au gouvernement de me fournir des signes prouvant qu'il est sincère, qu'il poursuit une politique précise et qu'il réalise certains progrès à cet égard. Je dois le dire à mes amis d'en face, à en juger par tout ce qui a été dit jusqu'ici, cela semble n'être qu'un bateau. J'espère que ce n'est pas le cas, qu'il s'agit là d'une simple impression de ma part. Les élections sont maintenant loin, nous avons un gouvernement majoritaire, trois autres années vont s'écouler avant les prochaines élections; pour toutes ces raisons, je pense que la Chambre des communes pourrait s'attaquer réellement aux problèmes économiques du Canada, en tenant compte des conséquences de l'inflation pour le Canadien moyen et des impératifs de l'emploi.

● (2120)

Je croyais que c'était là un des principaux objectifs du programme de consensus, c'est-à-dire de fournir au ministre des Finances (M. Turner) une structure lui assurant plus de latitude pour travailler à accroître les possibilités d'emploi au pays. Notre parti est prêt à collaborer avec le gouvernement et à appuyer ce genre de programme. Nous ne voulons pas qu'on nous serve des expédients, ni qu'on nous dise qu'il existe une solution simpliste au problème de l'inflation, car même un programme de consensus n'en fournira pas de complète. Est-ce trop demander du gouvernement qu'il assure la direction éclairée promise au peuple canadien et qu'il nous dise ce qu'il entend par consensus?